

# Qui fait la politique agricole au Maroc ?

## Ou quand l'expert se substitue au chercheur\*

Je suis un économiste qui travaille sur l'agriculture et le monde rural, et mon champ de recherche est donc celui des sciences sociales appliquées à l'agriculture. Comme le titre de ma communication l'annonce, je vais certes parler de la politique agricole au Maroc et de ses rapports avec la recherche et les chercheurs marocains, mais nos situations au Maghreb sont à cet égard tellement semblables, et notre « unité dans l'adversité » est telle qu'il ne me semble pas prétentieux de penser que nombreux ici se reconnaîtront probablement, du moins partiellement, dans mes propos.

Pour l'essentiel, mon propos est le suivant : la politique agricole est déterminée par la collusion d'intérêts internes et externes et le soutien de bailleurs de fonds internationaux, en tout cas loin des chercheurs. Ce faisant, les « stratégies », dans l'agriculture comme dans d'autres domaines sont peu à peu devenues des « biens marchands », des « commandes » qu'on passe à des entreprises spécialisées qu'on appelle « bureaux d'études ». Les chercheurs, on peut se demander où ils sont ! Les adeptes de mauvais jeux de mots pourraient répondre qu'on les cherche ! Disons plus sobrement qu'en grande majorité ils ont mué, se sont métamorphosés en « experts », « consultants », « conseillers »... Et la relève ? Il suffit de nous voir, de voir combien dans cette salle nous sommes à avoir plus de 50 ans, voire 60 ans, pour en conclure que la relève, à son tour, se fait attendre...

Je viens de parler de transformation des chercheurs en « experts », en « consultants », en « conseillers »... Je pense que pour une meilleure compréhension de l'analyse qui va suivre, ces « fonctions » ont besoin au préalable d'être précisées, en tout cas distinguées de celle du chercheur (1).

### Najib Akesbi

Institut agronomique  
et vétérinaire Hassan II,  
Rabat  
(n.akesbi@iav.ac.ma)

\* Texte d'une  
communication faite à  
Tunis, le 28 novembre  
2013.

(1) Cf. Ardoino J.,  
« D'une ambiguïté  
propre à la recherche-  
action aux confusions  
entretenu par les  
pratiques d'intervention »,  
in *Pratiques de formation/  
Analyses*, n° 18, 1989,  
(disponible sur : [http://  
www.-ufr8.univ-paris8.  
fr/pfa/18presentation.  
html](http://www.-ufr8.univ-paris8.fr/pfa/18presentation.html)). Voir aussi du même  
auteur : « Les postures (ou  
impostures) respectives du  
chercheur, de l'expert et  
du consultant », in *Actes  
du colloque : les Nouvelles  
formes de la recherche  
en éducation au regard  
d'une Europe en devenir*,  
Alençon, 24-26 mai 1990  
(texte disponible sur [www.  
ariane.com](http://www.ariane.com)).

## En guise d'introduction : le chercheur, l'expert et le consultant...

Le **chercheur** est un producteur de connaissance, et il est défini, identifié d'abord à partir de son projet, un projet qui procède d'une telle fonction et est assorti des moyens méthodologiques et conceptuels à même de permettre de le réaliser. Le chercheur capitalise nécessairement sur les connaissances acquises avant lui et s'inscrit naturellement dans une perspective de temps long. L'objet de sa recherche est déterminé par son propre parcours, mais plus globalement par une demande sociale objective. Le chercheur enfin produit lui-même ses outils conceptuels et méthodologiques de travail, mais, nous précise J. Ardoïno (1989), « ces derniers n'atteignent un seuil de scientificité qu'à partir du moment où ils sont devenus transposables, réappropriables par d'autres chercheurs, autrement dit, réfutables ».

L'**expert**, pour sa part, est un spécialiste, un professionnel de son domaine, choisi pour sa compétence et sa capacité à apporter un capital de connaissances, généralement créées par d'autres, mais qu'il a su progressivement accumuler et faire fructifier. L'expert ne produit pas de connaissances nouvelles, mais il dit la connaissance acquise dans le champ de sa compétence (qui est « technique », « juridique », etc.) (2). En cela sa fonction de légitimation est essentielle. Cependant, même lorsqu'il se prétend généraliste, ou polyvalent, l'expert est d'une certaine manière un technicien, qui répond à une demande, mais qu'il ne sait traiter que dans les limites de sa propre technicité. Il peut emprunter ses outils au chercheur, mais en veillant à les simplifier pour les adapter à ses propres contraintes. L'expert répond à une demande qui est en fait le plus souvent une « commande » provenant d'un commanditaire. Celui-ci attend de l'expert un « livrable » généralement sous forme d'un rapport qui relève du registre de « l'étude » plutôt que de la recherche (au sens de production de connaissances). Les délais sont généralement courts, et c'est pour cela que la relation au temps de l'expert est très différente de celle du chercheur : alors que l'intervention de ce dernier est durable, celle du premier est ponctuelle et généralement brève.

Quant au **consultant**, c'est un praticien. Sa relation contractuelle et son mode de rémunération le font certes dépendre d'un commanditaire, et donc d'une « commande », mais pour l'essentiel, le consultant va travailler sur la « demande » que lui adressent ses interlocuteurs et partenaires, généralement distincts du commanditaire, et eux-mêmes en responsabilité de travailler sur cette demande pour la faire évoluer favorablement. Il en résulte une relation contractuelle multiple avec des exigences qui peuvent ne pas être toujours cohérentes. En tout cas, la relation de travail qu'on établit avec un consultant s'inscrit nécessairement dans le temps et suppose de sa part une connaissance approfondie des organisations et institutions partenaires, des personnes et des groupes impliqués, des questions qui peuvent interférer... Les outils mis en œuvre sont le plus souvent le fruit de l'expérience et d'une accumulation

(2) J. Ardoïno explique que, « par rapport à la situation en fonction de laquelle il est commis, il (l'expert) représente en quelque sorte une base de données disponibles, nécessaires à son utilisation. C'est pourquoi l'informatique tend à développer des « systèmes experts ». Ceux-ci pourraient, dans certains domaines, pour certains objets, se substituer aux personnes-ressources, permettre des « économies d'échelle » en présentant des garanties de plus grande objectivité » (Ardoïno, 1989).

de vécus et de pratiques, de sorte qu'ils ne sont ni transparents ni aisément transposables. « La « boîte à outils » du consultant, conclut Ardoino (1989), se fait volontiers « boîte noire », car elle résulte de son caractère professionnel et marchand en situation de concurrence ».

Ainsi, on voit bien que le chercheur, l'expert ou le consultant n'ont guère les mêmes fonctions, la même « posture » ni la même temporalité. Il n'en demeure pas moins qu'une certaine pratique, aujourd'hui largement répandue au niveau des Etats, cultive la confusion, en prenant l'un pour l'autre et en attribuant à celui-ci la posture de celui-là. « A la limite, l'expert deviendrait un consultant qui se prendrait pour un chercheur, avec la complicité du commanditaire », selon l'heureuse expression de Guy Berger (3).

(3) Ardoino, 1989  
et 1990.

Ces précisions préliminaires étant faites, on peut à présent entrer dans le vif du sujet. Comment ont été déterminés les choix majeurs et les grandes orientations de la politique agricole au Maroc ? Quels acteurs et quelles forces organisées ont agi pour mettre la politique agricole au service de leurs intérêts ? Comment, au fil du temps, des inflexions, voire des revirements ont été opérés ? Quel a été le rôle des chercheurs dans cette évolution ? Quel a été celui des experts et des consultants ? Comment les premiers se sont-ils éclipsés devant les seconds ?

## **1. Des politiques agricoles qui marginalisent les chercheurs**

Même si la politique agricole au Maroc a commencé très tôt à être déterminée par des experts, en l'occurrence d'institutions financières internationales, on peut dire que les chercheurs n'ont commencé à être réellement marginalisés qu'à partir des années 80, dans le contexte néo-libéral des politiques dites « d'ajustement structurel », marquées notamment par le désengagement de l'Etat et la cession au secteur privé de services publics de toutes sortes.

### **1.1. Au commencement était la Banque mondiale...**

L'histoire du Maroc indépendant nous apprend que, au début des années soixante, lorsque la monarchie reprend le contrôle de la vie politique du pays, la stratégie de développement adopte une orientation et un contenu nouveaux. Cette stratégie se veut libérale, fondée conjointement sur le rôle moteur du secteur privé et l'ouverture sur l'extérieur. Dans le monde rural, la monarchie absolue renoue ses vieilles alliances avec les « notables ruraux » sur lesquels elle compte pour préserver l'ordre et la sécurité dans les campagnes du pays. Les quelques tentatives de « réforme agraire » et d'organisation de la paysannerie engagées dans le cadre de l'Office national d'irrigation sont rapidement abandonnées, pour laisser place à une inoffensive « réforme agricole » qui se gardera bien de toucher aux structures de répartition des terres, ni aux statuts fonciers, ni même à la cession en toute illégalité de

plusieurs centaines de milliers d'hectares de terres de colonisation à des personnes privées marocaines. Les anciens «notables ruraux» réinvestissent l'appareil de l'État, au niveau local notamment, où, dit Rémy Levau, «ils se voient à nouveau, comme sous le protectorat, confier la police du monde rural» (Levau, 1976, p. 235).

En 1964, le pays connaît sa première crise financière aiguë: déficit budgétaire, déficit de la balance des paiements, pénurie des réserves de change... Le Roi Hassan II, qui s'active pour imposer le régime autoritaire que l'on connaît, cherche des alliances et des soutiens externes. Il fera donc appel au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, dont les équipes d'experts et de consultants débarquent et s'installent dans le pays. Au-delà des accointances idéologiques, il faut dire que cette intervention pouvait aisément se justifier par la rareté alors de cadres marocains qualifiés. Toujours est-il que l'histoire retiendra aussi que, depuis 1964, la Banque mondiale en particulier n'a de fait plus jamais quitté le Maroc... Alors que les progrès de la scolarisation et de l'éducation auront tout de même doté le pays de cadres aux compétences multiples et variées, ce sont les experts et consultants de la Banque mondiale qui auront, tout au long du dernier demi-siècle, été, d'une manière ou d'une autre, les initiateurs et les promoteurs des différentes stratégies dites de développement conduites dans le pays et des politiques publiques mises en œuvre pour les concrétiser.

A partir de 1965 donc, à l'issue des travaux de la première mission de la Banque mondiale, le modèle de développement dans l'agriculture marocaine commence à prendre forme. Délaissant toute réforme de structure, il repose sur deux concepts majeurs qui sont la modernisation et la rentabilisation, l'un et l'autre se voulant d'ailleurs procéder d'une approche plutôt «technique» que «politique». La stratégie de l'État dans l'agriculture s'identifie dès lors à «la politique des barrages». Ayant pour ambition de développer un secteur moderne performant, cette politique se fixa pour objectif-symbole l'irrigation d'un million d'hectares à l'horizon 2000 et pour y parvenir prit la voie de la grande hydraulique, c'est-à-dire l'édification d'imposants ouvrages de retenue d'eau et l'équipement à leur aval de périmètres appelés à être les foyers privilégiés du développement recherché. Ce fut une politique volontariste, globale et cependant éminemment sélective (Akesbi, 1985).

Exigeant de lourds investissements publics – compte tenu de la situation financière du pays – cette politique sera largement financée par des emprunts externes, lesquels seront fournis par des pays «amis» (européens et arabes) et des institutions financières internationales au premier rang desquelles on retrouvera bien évidemment la Banque mondiale. Comme cette dette devra bien être remboursée en devises, ce sera là un argument supplémentaire pour «boucler» le modèle: on privilégiera les cultures destinées à l'exportation, non seulement parce qu'elles sont sensées mieux rentabiliser les investissements, mais aussi parce qu'elles génèrent les précieuses devises si nécessaires au remboursement de la dette...

Au service de cette politique, on mobilise les instruments d'intervention, directs et indirects, destinés à en assurer l'assise et le succès : investissements publics, équipements hydrauliques, subventions, défiscalisation, crédits, politique des prix, enseignement et recherche, accords commerciaux préférentiels pour l'ouverture des marchés... Ce n'est pas le lieu ici de développer ces instruments de politique agricole, au demeurant amplement traités ailleurs (Akesbi, 2005), mais la composante « enseignement et recherche » mérite d'être brièvement mise en évidence (Khettouch, 1989, Zagdouni, 2000 ; AGDE, 2001 ; Guessous, 2001).

En effet, alors qu'il n'existait dans le pays qu'une seule école de formation d'ingénieurs « d'application » à Meknès, dès 1966 est prise la décision de créer à Rabat l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, qui sera désormais la principale école de formation d'ingénieurs d'État dans les différentes disciplines des sciences de la vie et de la terre. Edifié en grande partie avec l'aide de la coopération internationale (France, Belgique, USA...), l'IAV aura pour mission de doter cette agriculture qu'on voulait moderniser de cadres de haut niveau (4). Pour leur part, les vieilles structures éparses de la recherche agronomique développées depuis le début de la colonisation sont l'objet en 1980 d'un débat dans le cadre d'un « colloque sur la recherche agronomique au service de l'agriculture », colloque resté mémorable, au cours duquel Joseph Casas plaide déjà pour « décoloniser la recherche agronomique », et Paul Pascon explique à propos de son thème général qu'il aurait été préférable de parler de recherche au service de *l'agriculteur* plutôt que de « l'agriculture » (AIRA, 1980). En fait, le colloque en question aboutit seulement à transformer la « Direction de la recherche agronomique » en un nouvel Institut national de la recherche agronomique, alors que pour l'essentiel les moyens n'évoluent guère et, surtout, que sont poursuivis les programmes de recherche « classiques », déterminés par et pour la colonisation : agrumes, rosacés, maraîchage, blé tendre, cultures industrielles... le tout de préférence localisé dans les zones irriguées privilégiées par la « politique des barrages ». Dans l'ensemble, on peut donc avancer que l'enseignement et la recherche, à l'instar des autres instruments de politique publique, sont aussi mis à contribution pour poursuivre les mêmes choix de l'État post-colonial.

(4) Dès sa création, l'IAV adopta un cursus de formation de l'ingénieur d'État en six ans, la sixième année étant du reste consacrée à une recherche de type « troisième cycle » et couronnée par la soutenance d'un « mémoire de fin d'études » équivalent à une thèse de troisième cycle de l'époque.

### 1.2. Premières déceptions et velléités d'auto-correction...

Dans les années 70 déjà, on commence cependant à s'apercevoir que cette stratégie, excessivement focalisée sur quelques espaces et quelques productions, n'atteint pas ses objectifs et même produit des effets pervers : dépendance alimentaire (avec l'apparition en 1974 du premier déficit de la balance commerciale agroalimentaire), marginalisation du monde rural « hors périmètres irrigués » et de la population qui y vit (c'est-à-dire 90 % de l'ensemble !), dégradation des ressources naturelles...

(5) Certes il y avait les travaux de chercheurs et d'universitaires (Agourram, 1970; Pascon, 1971, Belal et Agourram, 1973; BCP, 1974, Fay, 1976...), mais il faut dire aussi qu'une critique virulente se développait également au sein de l'Administration même, comme en témoigne le fameux « Rapport Zaamoun » (1973), du nom du secrétaire général du ministère de l'Agriculture de l'époque, dont de longs extraits avaient été publiés dans le n° 133-134 du *BESM*, p. 49-75.

Cette prise de conscience n'était pas le fruit du hasard, mais avait peu à peu mûri avec le développement de multiples recherches, du moins dans le domaine des sciences sociales. Celles-ci procédaient à des analyses critiques des orientations adoptées, en théorie et en pratique, et déjà attiraient l'attention sur les problèmes et les risques qui pouvaient en découler (5). Cependant, même si la recherche avait plus ou moins fait son travail, force est de constater que ce n'est pas elle qui fut à l'origine des inflexions qui vont être opérées vers le milieu des années 70, mais bel et bien, et curieusement, la Banque mondiale!

Il faut dire que la Banque mondiale elle-même vivait une période bien particulière de son histoire. En effet, les années 70 furent pour cette institution les « années Mc Namara », du nom de son président de l'époque, qui s'était illustré par sa volonté de mieux prendre en compte la dimension sociale du développement... Au Maroc, alors que le pays connaît les pires moments de ses « années de plomb », cette orientation conduit les experts de la BM, non guère à remettre en cause leur stratégie, mais seulement à lui prescrire une inflexion, au double niveau, cultural et spatial. Ainsi, d'une part, vont être élaborés en quelques années plusieurs « plans sectoriels » axés sur les productions destinées à la satisfaction de la demande interne (plan céréalier, plan oléagineux, plan laitier, plan sucrier, etc.), avec presque tous des objectifs d'autosuffisance alimentaire dans les dix ou quinze années qui suivaient... D'autres part, vont être lancés plusieurs projets dits de « développement rural intégré » (PDRI), après avoir « découvert » (ce que la « recherche » expliquait depuis longtemps...) que le développement dans les campagnes ne pouvait être que global, articulant les réformes de structures avec la modernisation des processus de production, l'amélioration des conditions de vie et de travail de la population (école pour les enfants, dispensaire pour les soins de base, route pour désenclaver les villages, services divers de proximité...).

Cette nouvelle orientation commençait à peine à prendre forme qu'arrivait le tournant des années 80, avec sa crise de la dette, sa déferlante néolibérale et ses programmes d'ajustement structurel... En quelques années, le « paysage » est à nouveau totalement changé! Oublié l'argumentaire qui avait plaidé pour l'autosuffisance alimentaire et le développement rural intégré, et place au « Consensus de Washington », à l'« ajustement structurel » et à ses sacro-saints équilibres macro-économiques! Désormais, plus personne ne se soucie du sort des « plans sectoriels » et encore moins des PDRI dont les comptes sont aussitôt que possible clôturés. Les experts de la BM (quelque fois les mêmes) vont à nouveau plancher sur des rapports où il ne sera question que de retour à l'équilibre budgétaire et de la balance des paiements, de privatisation et de désengagement de l'Etat, de libéralisation des marchés et des prix, de déprotection des producteurs locaux et de plus grande intégration à l'économie mondiale (Akesbi, 2000).

### 1.3. Ajustement et mue des chercheurs

On connaît aujourd'hui les dégâts, notamment sociaux, de cette politique, alors que la BM elle-même a dû faire son *mea culpa* dans les années 90 et parler de «décennie perdue» à propos de celle qui précédait et qu'elle avait tant contribué à façonner... Ce que l'on sait moins, c'est l'impact des politiques d'ajustement structurel sur l'Etat et l'évolution de la recherche.

Pour en prendre la pleine mesure, il faut commencer par rappeler que la recherche dont il est question ici est pour l'essentiel le fait d'institutions publiques (INRA, IAVH2, ENAM...), le secteur privé étant quasiment absent d'un tel champ d'activité. Or, dans un tel contexte, les restrictions budgétaires et le désengagement de l'Etat ont concrètement produit au moins deux conséquences. La première est l'arrêt de tout recrutement de jeunes chercheurs à même d'assurer la relève de la génération recrutée dans les années 60 et 70. La seconde est le quasi-tarissement des programmes de recherche nationale et la baisse considérable de la production scientifique. Ce ne sont pourtant pas les «colloques», «journées d'étude» et autres «rencontres nationales» qui ont manqué au cours des années 80 et 90, occasions saisies par les chercheurs pour mettre en évidence les nombreux problèmes qui s'accumulaient et entravaient tout effort de développement de la recherche agricole et agronomique dans le pays (6). Il a fallu attendre les Assises nationales de la recherche agricole et le Colloque national de l'agriculture et du développement rural (tenus à Rabat, respectivement, en mars et juillet 2000) pour que les responsables finissent par prendre la mesure des dommages accumulés : absence d'une stratégie de recherche agricole «susceptible de répondre aux besoins réels de l'agriculture marocaine»; vieillissement de la population des chercheurs et absence de toute politique de recrutement et d'insertion des jeunes chercheurs (7); sous-financement et baisse des budgets alloués à la recherche agronomique (0,25 % du PIBA, contre 1,3 % dans des pays comparables et 3,3 % dans les pays développés); absence d'une politique globale au niveau de la coopération internationale; faible implication du secteur privé dans les activités de recherche... (MADRPM, 2000; AAGT, 2000; Zagdouni, 2000; Guessous, 2001).

Toujours est-il que, sous la pression idéologique des politiques néolibérales et face aux carences des moyens matériels et humains, s'est développée une pratique devenue depuis lors de plus en plus systématique, consistant pour l'Administration à sous-traiter les études auprès de «bureaux d'études» privés, sous la séduisante et si trompeuse appellation de «partenariat public privé».

Le changement n'est donc pas que quantitatif mais il est aussi qualitatif : désormais et clairement, les responsables de l'Etat ne manifestent plus d'intérêt pour la production des chercheurs mais se révèlent par contre friands des études, consultations et autres expertises que vont leur facturer

(6) Ces rencontres étaient organisées par des associations de chercheurs (Cf. AIRA, 1982; ANAPPAV, 1987), mais aussi par le département de l'Agriculture lui-même (Cf. MARA, 1993; MAMVA, 1994). En ce qui concerne les aspects socio-économiques de la recherche, voir aussi, dans le cadre des «Journées» du MARA, 1993, les communications de Akesbi, Driouchi et Moussaoui.

(7) Selon M'hamed Hafiane, chercheur à l'INRA, les effectifs de son établissement avaient baissé de 2 594 personnes en 1990 à 1 968 en 2001 (dont 203 cadres supérieurs et 339 techniciens), et la situation allait en s'aggravant avec les départs programmés à la retraite dans les vingt années suivantes (201 cadres et 303 techniciens, soit la quasi-totalité des effectifs existant alors...). Cf. Hafiane, 2002.



des bureaux d'études privés, étrangers ou locaux, dans des délais courts et sous des formes très facilement « vendables » à l'opinion publique... Comme le souligne Samia El Fassi (2010, p. 58), ces « bureaux » deviennent « les nouveaux stratèges de l'économie marocaine », et le recours à leur « expertise » devient « un instrument de légitimation des stratégies adoptées ».

Les politiques d'ajustement structurel marquent ainsi le début du déclin du chercheur, le triomphe de l'expert et du consultant et la suprématie du bureau d'études sur le laboratoire de recherche. L'ironie de l'histoire est que, assez souvent, les « bureaux » retenus pour une étude se trouvent être des « coquilles vides », de simples agences d'intermédiation qui vont à leur tour se hâter de sous-traiter, notamment en recrutant... des chercheurs ! Et c'est ainsi que beaucoup de chercheurs font peu à peu leur mue et deviennent « expert » d'un jour ou d'un mois, « consultant » auprès de telle organisation, « conseiller » du président de telle institution... Quelles que soient les modalités de conversion, le résultat pour la recherche est le même : les chercheurs ont déserté leurs laboratoires et leurs groupes de recherches académiques.

Pourquoi nombreux parmi nous ont-ils déserté leurs laboratoires ou abandonné leurs centres de recherche ? Les raisons sont multiples, elles peuvent être « bonnes » ou « mauvaises », et il ne nous appartient pas ici de juger qui et quoi que ce soit, mais simplement de constater et essayer de comprendre.

D'abord, il faut dire que depuis longtemps les chercheurs, en sciences sociales en particulier, étaient culpabilisés, accusés de rester enfermés dans leur tour d'ivoire académique, parmi leurs théories et leurs concepts, coupés des « réalités du terrain ». Pour améliorer leurs propres performances et donner un caractère plus « réaliste » à leurs réponses, ne fallait-il pas aller voir comment les choses se passent dans « la vie réelle », s'instruire de l'expérience « pratique » des gens, dans l'économie et la société ? A force d'être martelés par un tel discours, certains ont probablement fini par y croire ou se sont résolus à y croire et, de bonne foi, estimer qu'une « expérience pratique » ne pouvait que leur faire du bien. D'autres, face à la dégradation de leurs conditions de travail, ont simplement refusé de « mourir à petit feu » et préféré aller voir ailleurs, là où des moyens plus conséquents pouvaient être mis à leur disposition (même si, ce faisant, les objectifs n'étaient plus tout à fait les mêmes...). D'autres encore ont considéré qu'en sous-traitant le « cas du Maroc » ou le « cas de la Tunisie » ou que sais-je encore, pour le compte d'organismes internationaux ou de centres de recherche étrangers, ils pouvaient quelque peu gagner en « visibilité internationale », voyager et participer à des conférences « à l'étranger », espérer voir leur contribution faire l'objet d'une publication internationale... D'autres enfin, et pourquoi ne pas le dire, ont platement trouvé là une opportunité pour « joindre les deux bouts », améliorer leur quotidien ou même s'enrichir un peu, bref disons-le trivialement, « faire de l'argent ».



Bonnes ou mauvaises raisons, peu importe ! Le fait, tangible, est que peu à peu nos institutions de recherche se sont vidées de leur matière grise et de leurs forces vives. Les murs sont toujours là, mais ils ne résonnent plus ni de l'éclat de nos débats, ni de l'écho de nos publications !

#### 1.4. Critique et autocritique, entre « experts »...

Vers le milieu des années 90, parce que le Maroc pouvait recommencer à payer sa dette, les « programmes d'ajustement » pouvaient s'arrêter. Formellement, car en réalité, on va entrer dans une phase « post-ajustement » au cours de laquelle les institutions financières internationales, tout en reconnaissant certaines dérives des programmes antérieurs, ne renoncent aucunement à leurs fondamentaux : libéralisation des marchés et désengagement de l'Etat (ABE, 2008). Elles reviennent cependant avec un discours plus adapté au nouveau contexte. Ajustement ou pas, les « réformes » doivent donc se poursuivre, mais on commencera alors à parler de « réformes de seconde génération ». En quoi celles-ci seraient différentes des premières ? La réponse est qu'il faudrait désormais être attentif à trois éléments considérés comme très importants : les conditions sociales des ruraux, la durabilité des écosystèmes et la « bonne gouvernance »...

Dans la langue policée des institutions internationales, il y a là une sorte de *mea culpa*, en tout cas une reconnaissance implicite des bévues et des méfaits des politiques antérieures, pour avoir été si peu « attentives » à des dimensions aussi essentielles du développement. En fait, ces trois dimensions s'imposaient d'elles-mêmes parce qu'elles étaient désormais dans « l'air du temps ». Si la pauvreté, largement mise en évidence par le premier rapport du PNUD sur le « développement humain » de 1991 (8), apparaissait à chacun comme une des conséquences les plus « visibles » des politiques d'ajustement, le souci du développement durable et de la préservation des écosystèmes devenait incontournable après le Sommet de Rio de 1992. Quant à la « bonne gouvernance », elle constituait ce nouveau concept-valise grâce auquel les organisations internationales pouvaient désormais accentuer leurs pressions sur les Etats en les mettant en concurrence avec le secteur privé et la « société civile » (Naciri, 2013), tout en réussissant le tour de force de critiquer le mal-fonctionnement des institutions qui entravent le bon fonctionnement du marché (bureaucratie de l'Administration, corruption de la justice, carences de l'éducation, etc.). Fait tout à fait significatif cependant : cette critique « fonctionnelle » n'ira jamais jusqu'à mettre en cause la nature du régime politique responsable des « institutions » tant décriées, fût-il des plus autocratiques qui soient. Comme l'explique Annick Osmont (citée par Naciri, 2011, p. 15), ce concept a été « élaboré en fait pour construire l'économie politique de l'ajustement, mais en technicisant au maximum le champ politique : une gestion économique saine suppose la stabilité politique, l'existence d'une relation nécessaire entre une gestion publique

(8) PNUD, 1991. Au Maroc, ce rapport révélait que, en moyenne durant la période 1980-1988, la population vivant en dessous du seuil de pauvreté représentait 37 % de la population totale, et en milieu rural, cette proportion atteignait même 45 %.

(9) Citée par Naciri, 2013, p. 12.

dite transparente et la libéralisation complète de l'économie (9)». En somme, et selon la jolie expression de Omar Saghi (2013), la gouvernance devient cette «politesse de l'autoritarisme bienveillant».

(10) Il s'agit du rapport à la suite duquel Hassan II prononça un discours resté célèbre et dans lequel il reconnut que le pays courait le risque d'une «crise cardiaque»...

A l'échelle nationale, la fin officielle en 1993 des programmes d'ajustement conduits par le FMI favorisait une évaluation critique du bilan de la décennie qui venait de s'achever (AEM, 1994). Alors que les experts de la Banque mondiale préparaient leur fameux rapport sur la «crise cardiaque» qui menaçait la stabilité du pays et de son économie (BM, 1995a) (10), au Maroc, même les plus ardents défenseurs de la politique d'ajustement structurel commençaient à reconnaître que son «coût social» se révélait de plus en plus lourd.

La Banque mondiale, pour sa part, n'a pas d'état d'âme et, sans éprouver le moindre sentiment de «culpabilité», fait comme si elle débarquait pour la première fois dans le pays et «découvrait» sa situation déplorable. Soucieuse avant tout de garder la main sur l'élaboration des politiques publiques, elle va développer un discours à la fois alarmiste et de fuite en avant: oui l'échec est patent mais la solution n'est pas dans la remise en question de ce qui a été fait mais dans sa poursuite et son approfondissement. Dans son *Document de stratégie pour le secteur agricole* de 1995, la «Banque» martèle qu'il est «d'une importance critique que l'ajustement de l'agriculture se poursuive» et que «la question stratégique essentielle est donc de savoir non pas si le processus d'ajustement doit être poursuivi, mais bien comment il doit l'être, avec quelles priorités et à quel rythme» (BM, 1995b).

Le constat que l'institution internationale fait elle-même est pourtant accablant. Dans son rapport sur la *Stratégie de développement rural, 1997-2010* (BM, 1997), elle n'hésite guère à ranger «l'expérience marocaine» du développement rural intégré engagée durant les années 70 (celle que la «Banque» avait elle-même initiée et financée!) parmi les expériences qui ont échoué parce que «on» n'avait alors guère accordé d'attention au «cadre macro-économique et institutionnel global». L'appréciation de la situation du pays, et particulièrement du monde rural, est sévère. Il est carrément question de «deux Maroc», celui du monde urbain où les conditions de vie peuvent être difficiles mais néanmoins sans commune mesure avec celles qui prévalent dans le monde rural (BM, 1997, p. 9-11). La pauvreté dans ce dernier est considérée «étendue et très marquée», avec près de quatre millions de Marocains – près d'un rural sur trois – qui continuent à y vivre dans «une misère écrasante».

Pour les experts de la Banque mondiale, la réponse à un tel état des lieux se trouve dans la transformation d'une agriculture de subsistance, à faible productivité, en une agriculture compétitive à haute productivité. Ils estiment que l'expérience tant marocaine qu'internationale montre qu'une «stratégie holistique amarrée à la stabilité macro-économique et englobant des incitations efficaces, un accès équitable aux avoirs et aux opportunités et une gestion participative est une stratégie qui peut réussir» (*ibid.*, p. 22).

Cette stratégie aurait d'autant plus de chance de réussir que l'agriculture marocaine, et au-delà l'économie du pays, réussira son processus d'ouverture et d'intégration à l'économie mondiale. A cet égard, ils n'hésitent guère à affirmer que « assurer la sécurité alimentaire dans une agriculture vulnérable à la sécheresse est un objectif qui ne peut pas reposer sur la production interne ». Il en découle que le processus de libéralisation et de dérégulation des filières pour lesquelles le pays n'est pas compétitif (y compris celles des « produits stratégiques ») doit être rapidement conduit à son terme...

Certes, reconnaît-on, cette libéralisation peut à court terme « infliger des coûts à certains groupes vulnérables », mais ceux-ci pourraient bénéficier d'une assistance pour les aider à s'adapter durant la période de transition (assistance sous forme de programmes compensatoires publics destinés à soutenir la consommation et l'emploi sur le court terme, tels ceux de la Promotion nationale, de l'Entraide nationale, du système de bons alimentaires, etc.). De même, le rapport propose, dans les zones où l'on devra abandonner les productions traditionnelles (blé, sucre, lait, viandes...), de promouvoir des « cultures de remplacement », comme à titre d'exemple : arachides, amandes, pistaches, grenades, jojoba dans le *bour* favorable ; orge-bétail, arbres fourragers et buissons salins dans le *bour* défavorable.

Il est intéressant de s'arrêter un moment sur la réaction du département de l'Agriculture à cette « offre stratégique » de la Banque mondiale, non seulement pour son contenu et la gravité des critiques qu'elle comporte, mais aussi parce que symbolique d'une période où l'Administration marocaine pouvait encore employer des cadres qui, pour être technocrates, n'en restaient pas moins « jaloux » de leurs prérogatives, voire capables de velléités « souverainistes »...

Ainsi, lorsqu'il est soumis au ministère de l'Agriculture pour discussion et validation, le rapport de la Banque mondiale fait l'objet d'une critique au moins aussi acerbe que celle que les experts de l'institution internationale avaient eux-mêmes formulé à l'encontre de la politique de ce ministère... Cette critique, consignée dans une « Note d'observations » de 28 pages restée mémorable (MAMVA, 1997), a d'abord porté sur la méthodologie adoptée. Conduite par une équipe de consultants et d'experts sans une implication suffisante de la « partie marocaine », l'étude aurait d'abord ignoré les travaux effectués par le département de l'Agriculture sur le même sujet, puis utilisé une modélisation sans disposer d'une base de données quantitatives et qualitatives fiables pour en soutenir les hypothèses et, enfin, formulé des propositions sans concertation préalable avec les principaux acteurs et partenaires.

Sur le fond, les critiques sont nombreuses et s'articulent généralement sur ce que l'on appelle « un défaut d'analyse ». Ainsi estime-t-on que « les conséquences sociales et institutionnelles des réformes sont traitées de manière superficielle » : l'impact de la dérégulation des filières des produits stratégiques est mal apprécié (11) ; le constat sur la pauvreté dans le milieu rural est « parfois formulé en des termes exagérés » ; « la responsabilité » des

(11) Il est au passage intéressant de noter comment les responsables du ministère de l'Agriculture alors défendent l'option pour l'autosuffisance alimentaire des années 70. Ainsi affirment-ils que le choix des années 70 pour l'autosuffisance alimentaire ne provient pas d'un « dogmatisme des décideurs, mais d'une stratégie destinée à répondre aux pays qui tentaient d'user et d'abuser de l'arme alimentaire ». Cf. « Note d'observations », MAMVA, 1997, *op. cit.*, p. 4.

autres secteurs dans le sous-développement du monde rural n'est pas abordée; les dimensions culturelles et politiques du développement sont occultées; les «modèles étrangers» sont cités sans réflexion sur leur applicabilité et sans souci de cohérence avec ce qui est par ailleurs recommandé (comme par exemple le fait de louer les «prix de soutien» en Corée et les condamner au Maroc...). De tels «défauts d'analyse» ne peuvent conduire, selon les cadres du département de l'Agriculture, qu'à des solutions «fort peu convaincantes». Ces dernières sont pour la plupart jugées incohérentes ou irréalistes. On citera ici le seul cas des fameuses «cultures de remplacement» (en substitution aux productions appelées à dépérir suite à la libéralisation des échanges, à commencer par les céréales), à propos desquelles on n'hésite pas à affirmer qu'elles relèvent de «l'agriculture-fiction»! Outre les limites de leur extension spatiale («on ne peut couvrir le pays de jobas, de grenadiers et d'arbustes salins»!), leur fréquente inadaptation aux zones concernées est soulignée non sans une certaine irritation: «Il faudra nous expliquer, ironisent les rédacteurs de la «Note», comment cultiver des grenadiers et des arachides sans irrigation, comment inonder le *bour* de jobas.» (*Ibid*, p. 10.)

Cette critique, au-delà de sa violence ou de sa pertinence, on doit tout de même noter qu'elle n'est pas le fait de chercheurs mais en fin de compte simplement d'autres experts qui se trouvent être du côté de «l'Administration». Si ce positionnement peut expliquer une partie de leur comportement, il n'en demeure pas moins que leur critique est d'abord celle de spécialistes et de professionnels, avant tout soucieux de «faisabilité» des politiques et des actions proposées. Même s'ils évoquent «les dimensions culturelles et politiques du développement occultées», on voit bien que leurs préoccupations se situent pour l'essentiel sur le terrain des aspects pratiques, de la cohérence des mesures préconisées et des conditions de leur réalisation. C'est dire que, après avoir évacué les chercheurs, les experts s'affrontent sur le terrain – pourtant bien circonscrit – de leurs propre «expertise» et leurs propres compétences, lesquelles sont le socle de leur si essentielle «fonction de légitimation».

### 1.5. Fuite en avant libre-échangiste

Ceci étant, faute d'une stratégie clairement définie et qui ne sera finalement guère adoptée, force est de constater qu'une fois de plus c'est l'orientation générale tracée par la Banque mondiale qui va s'imposer et marquer la période qui commence vers le milieu des années 90, dite de «post-ajustement». En fait, au cours de cette période, la durabilité et la «bonne gouvernance» restent juste dans les discours, alors que la libéralisation, elle, se poursuit et même s'accélère (Akesbi, 2001a, 2002 et 2010). C'est ainsi que, signataire de l'Accord de Marrakech du GATT de 1994, le Maroc s'était engagé, au niveau du volet agricole de cet accord, à supprimer toutes les protections non tarifaires et abaisser les protections tarifaires. Même si les taux de protection consolidés par le Maroc pour les principaux produits de

base restaient élevés, il n'en demeurerait pas moins que le « compte à rebours » était enclenché, et le mouvement ne pouvait désormais aller que dans le sens d'une moindre protection. Ces engagements furent scrupuleusement tenus, dans les délais prescrits.

Parallèlement à cette dynamique de libéralisation multilatérale, le Maroc entama un processus décisif de libéralisation des échanges à un niveau bilatéral, avec la signature et l'entrée en vigueur d'une multitude d'accords de libre-échange, comportant quasiment tous un volet agricole conséquent. Le plus important fut naturellement celui signé avec l'Union européenne et entré en vigueur en 2000, prévoyant l'avènement d'une zone de libre-échange en 2012 dans le domaine des échanges des produits industriels, puis conforté en 2003 par un accord agricole de libéralisation « progressive et réciproque » des échanges. Dans la même foulée, le pays conclut en 2004 trois nouveaux accords de libre-échange, entrés en vigueur en 2006 : un accord quadripartite de libre-échange avec la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie (dit « Accord d'Agadir ») ; un accord de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique ; et un accord de libre-échange avec la Turquie. Par ailleurs, le Maroc avait également signé des accords de libre-échange avec l'ensemble des pays arabes dans le cadre de la Ligue arabe et avec ceux de l'Association européenne de libre-échange. Au total, le pays sera assez rapidement « en accords de libre-échange » avec 55 pays.

Le problème est que cette fièvre libre-échangiste ressemble fort à une fuite en avant parce qu'elle ne procède pas d'une vision d'ensemble dans laquelle le développement du pays pourrait s'inscrire durablement et, surtout, n'est soutenue par aucune réforme interne d'un secteur agricole dont on s'accordait à reconnaître les nombreux handicaps accumulés au fil des années, les défaillances multiples et variées et, pour tout dire, la faible productivité et, partant, la faible compétitivité (12). Certes, une fois de plus, des chercheurs vont tirer la sonnette d'alarme, expliquer les enjeux en question, prévenir contre les risques à venir (13)... Leurs cris dans le désert ne seront guère entendus.

La Plan Maroc Vert, qui se veut être la nouvelle stratégie agricole du pays et finit par voir le jour en 2008, matérialise d'une certaine manière le couronnement caricatural du processus qui vient d'être expliqué.

## 2. Plan Maroc Vert : quand la stratégie agricole du pays devient une « commande » !

Au début de l'automne 2007, un nouveau gouvernement est installé, et, parmi ses membres, le ministre de l'Agriculture apparaît comme étant d'abord un homme d'affaires venu du secteur des hydrocarbures sans connaissances ni expérience particulière du domaine relevant de son département ministériel et pas davantage de celui de l'enseignement et de

(12) Les « têtes de chapitre » des grands problèmes structurels de l'agriculture marocaine, aujourd'hui encore, sont connues : déficit de production et de productivité, omnipotence des aléas climatiques ; ressources naturelles limitées et en dégradation continue, structures foncières archaïques et contreproductives, systèmes d'exploitation faiblement intensifs, filières mal articulées avec le reste de l'économie, pauvreté et analphabétisme de la population, carences des infrastructures, sous et mal financement et, pour couronner le tout, des déficits commerciaux records et une dépendance alimentaire de plus en plus pesante (ABE, 2008 ; Akesbi, 2010).

(13) Voir notamment les nombreuses communications de deux séminaires organisés par l'Association marocaine de l'agro-économie (AMAECO) : « L'agriculture marocaine face à la mondialisation », Actes du séminaire organisé à Rabat, 12-13 février 1998 ; « La mise à niveau de l'agriculture marocaine et le développement rural », Actes du séminaire organisé à Rabat, 6-7 mai 1999 (Publications de l'AMAECO, respectivement en septembre 1998 et en février 2000) ; voir aussi Akesbi, 2001a ; Akesbi & Jaidi, 2001 ; Domecq, 2003 ; ABZZ, 2007 ; ABE, 2008.

(14) Pour une description du processus d'élaboration de ce type d'étude stratégique « avant, pendant et après », cf. El Fassi, 2010.

(15) Du genre : on compte 18 millions de ruraux au Maroc et 70 % des exploitations agricoles ont moins de 2 hectares ! De plus, de nombreux chiffres présentés sur les diapositives ne renvoient pas à une date précise, de sorte qu'on ne sait s'il s'agit d'une année particulière ou d'une moyenne de plusieurs années, et on ne peut non plus rien vérifier ni comparer... Par ailleurs, on parle de « chiffre d'affaires » s'agissant d'un secteur d'activité ou d'une filière, filières dont le nombre et l'identité changent d'une diapositive à l'autre ! Voir à titre d'illustration les documents MAPM, 2008a (diapos n° 8 et 10) et MAPM, 2008b (diapos n° 14). Pour une analyse critique de cet aspect, voir : Atify et Bouabid, 2009.

(16) Face à ces « considérations méthodologiques », Samia El Fassi, qui a enquêté auprès des cabinets de conseil concernés, considère que ces derniers « répondent par une attitude pragmatique. N'étant ni des instituts de statistiques ni des hauts lieux de la science, ils défendent d'abord la relation fournisseur-client. Pour eux, le PPT ne fait que répondre de manière synthétique et claire à la demande du client qui, en tant que décideur, a besoin uniquement de messages sans raisonnement scientifique élaboré derrière » (El Fassi, 2010, p. 62).

(17) Pour de plus amples développements, cf. Akesbi, 2012.

la recherche. Le nouveau ministre sait cependant qu'il devra rapidement présenter au Roi la « stratégie agricole » qui se faisait attendre depuis si longtemps... Etant cependant un homme d'action rompu aux méthodes des grands « patrons de l'industrie », il va se hâter, sans appel d'offres, de commander au cabinet d'études international McKinsey l'élaboration de la nouvelle stratégie. Celle-ci devait impérativement être présentée au Roi au cours du Salon international de l'agriculture de Meknès dont la tenue était programmée pour le mois d'avril 2008, de sorte que le bureau d'études avait moins de cinq mois pour l'exécution de la commande ministérielle. Celle-ci sera « livrée » à temps puisque la nouvelle stratégie fut effectivement présentée officiellement le 22 avril 2008 sous le nom de « Plan Maroc Vert » (PMV). Elle entrera en vigueur aussitôt, sans avoir jamais été discutée ni par le Conseil de gouvernement, ni par le Parlement, ni par de quelconques instances de dialogue ou de concertation, et encore moins dans la société civile et l'opinion publique (14)... Ainsi, sur le registre de la « bonne gouvernance », on était instruits !

Cette stratégie « off shore », livrée sous forme de simples fichiers PowerPoint (MAPM, 2008a et b), trop souvent truffés d'étonnantes erreurs, de confusions et d'incohérences (15), repose de surcroît sur certaines allégations d'une extraordinaire légèreté que leurs auteurs n'hésitent pourtant pas à exploiter pour énoncer des conclusions pour le moins hasardeuses et surtout « légitimer » les choix et les solutions préconisées. C'est par exemple le cas de l'agriculture qui serait un secteur « comme les autres », avec un agriculteur qui serait un vrai *homo œconomicus* à même de réagir « spontanément » aux « incitations » de l'Etat. Ou du taux d'autoconsommation dans les exploitations agricoles que l'on décrète à 30 % ! Ou encore de la rentabilité des grandes exploitations dont on prétend qu'elle est nécessairement plusieurs fois supérieure à celle des petites et moyennes unités. Ou encore et encore des marchés d'exportation dont on postule qu'il suffit de les aborder avec « agressivité » pour y écouler les considérables quantités supplémentaires de production qu'on projette de réaliser... En somme, on savait que l'on était loin de l'approche du chercheur, mais on se rendait compte que même du point de vue de celle de « l'expert », on était plutôt dans la logique du travail « vite fait mal fait (16) ».

L'objet n'est pas ici de présenter et commenter de manière exhaustive le PMV (17) mais, pour rester dans le cadre de notre sujet et de cette communication, d'y identifier quelques aspects marquants, significatifs de la problématique soulevée, celle de « stratégies » qui, pour être tout bonnement achetées sur le « marché international des études », apparaissent tellement décalées par rapport aux réalités du pays acquéreur.

## 2.1. Un plan d'experts qui « oublie » la recherche...

Le PMV ambitionne d'ériger l'agriculture en « principal moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté au Maroc ». Au prix d'un effort d'investissement conséquent (près de 150 milliards de dirhams sur



quinze ans), l'impact attendu à l'horizon 2020 est considéré à la mesure des enjeux : un accroissement de 70 à 100 milliards de dirhams du PIB agricole, de 1 à 1,5 million de créations d'emplois dans le secteur et de 2 à 3 fois le revenu agricole pour 3 millions de ruraux.

La nouvelle stratégie adopte une approche globale et repose sur deux piliers qui reproduisent en fait le vieux schéma dualiste hérité de la colonisation et rebaptisé avec de nouvelles appellations, les « piliers » 1 et 2. Le pilier 1 vise à développer une agriculture moderne, compétitive et adaptée aux règles du marché, grâce à une nouvelle vague d'investissements privés, organisés autour de nouveaux « modèles d'agrégation ». Le pilier 2, quant à lui, serait celui de l'agriculture dite solidaire, avec une approche orientée vers la lutte contre la pauvreté, par l'amélioration du revenu agricole des exploitants les plus fragiles, notamment dans les zones défavorisées ou périphériques. Par ailleurs sont également prévues des actions « transversales », destinées à créer un environnement plus favorable à l'investissement et la croissance. Elles portent sur la mise en concession des terres collectives et domaniales, la gestion de l'eau, l'accès aux marchés étrangers, la modernisation de la distribution, le renforcement de l'interprofession ainsi que la réforme du ministère de l'Agriculture et des fonctions d'encadrement de l'État.

On peut déjà noter au niveau de ces actions transversales un « oubli » tout à fait significatif, symbolique de l'état d'esprit et des préoccupations des concepteurs du PMV. En effet, dans les premières versions du PMV, chacun aura rapidement remarqué que ces multiples actions à caractère horizontal avaient purement et simplement fait l'impasse sur l'enseignement et la recherche ! Comme si les innombrables « recommandations » des nombreux colloques et « journées d'études » sur la recherche agricole tenues au cours des deux précédentes décennies n'avaient jamais existé... Pourtant, comment imaginer réussir une stratégie qui se veut aussi globale et ambitieuse sans être en permanence soutenue par une politique de recherche et de formation des ressources humaines appropriée et conséquente ? D'autant plus que, au regard de l'état dans lequel se trouvent l'enseignement et la recherche agricoles dans le pays (après que l'orientation engagée en la matière dans les années 60 ait montré ses limites), on voit mal comment les carences existant à ce niveau ne constitueraient pas des entraves majeures à tout projet de développement dans le secteur, *a fortiori* du genre de ceux prévus par le PMV. Et pourtant, il faut croire que les experts qui ont préparé à la hâte ce plan ignorent à ce point le monde de l'enseignement et de la recherche, que celui-ci est tout simplement absent de leurs centres d'intérêt et, partant, de leurs « matrice des tâches » !

L'autre « oubli » de taille n'est autre que la préservation des ressources naturelles, parmi les « six fondements » initialement arrêtés pour soutenir le PMV (18). Là encore, on a du mal à comprendre une telle « étourderie » quand on sait que toutes les recherches et toutes les études, marocaines et étrangères, s'accordent sans mal et depuis longtemps sur l'ampleur de la

(18) Ces six fondements sont les suivants : 1. le rôle moteur de l'agriculture ; 2. une stratégie différenciée selon le tissu cible (piliers I et II) ; 3. l'adoption des modèles organisationnels d'agrégation innovants ; 4. des investissements massifs soutenus par l'aide publique ; 5. la réalisation de 1 000 à 1 500 projets de développement concrets ; 6. l'intérêt pour toutes les filières sans exclusive (cf. MAPM, 2008a, diapo n° 13).



dégradation des ressources naturelles au Maroc et les contraintes accablantes que cela impose à l'agriculture du pays (Nargisse, 2005 ; HCP, 2007 ; MEMEE, 2010). Comment bâtir une stratégie de développement agricole sans se préoccuper de son « milieu », de ses « fondements naturels » que sont les sols, l'eau, les parcours, les forêts, le tout sous changements climatiques redoutables ? Le fait est que l'impératif de préservation des ressources naturelles ne figurait au niveau ni des fondements, ni des objectifs ni des programmes d'action du PMV dans ses premières versions (2008-2009).

Certes, de telles lacunes ont rapidement été identifiées et déplorées. Elles ont fini par être plus ou moins rattrapées, en tout cas formellement. Dans un document PowerPoint conjoint du département de l'Agriculture et de la nouvelle Agence pour le développement agricole, daté du mois d'octobre 2010 (MAPM-ADA, 2010), un septième « fondement » est discrètement rajouté et intitulé « sauvegarde des ressources naturelles pour une agriculture durable ». Au regard des faits constatés depuis, cela semble se réduire à de très généreuses subventions gratifiant l'acquisition de systèmes d'irrigation localisée, plus économe en consommation d'eau... Quant à l'enseignement et la recherche, aucune vision pour leur réforme n'est à ce jour proposée. En revanche, les vieilles fonctions de vulgarisation et plus généralement d'encadrement des agriculteurs ont été restructurées autour du nouveau métier de « conseiller agricole », cédé au secteur privé, et d'une nouvelle institution, créée en 2013 et appelée Office national du conseil agricole.

## 2.2. Un plan sans mémoire, qui « ignore » les acquis de la recherche

De par les conditions de sa conception et de son élaboration, le PMV peut être qualifié de plan « hors sol ». De par son contenu et ses prétentions, il apparaît aussi sans mémoire ni histoire... En effet, très souvent, il nous ramène des décennies en arrière, ignorant les acquis de la recherche, et même seulement ceux de l'expérience internationale, notamment en sciences sociales, comme si nous n'avions rien appris de personne ni de nulle part ! Pour illustrer cette assertion, nous discuterons trois parmi ses orientations « fondamentales ».

**La première** a trait à son approche standard, qui procède d'une foi aveugle dans les vertus des solutions techniques, les remèdes simplistes et technicistes que l'on croyait depuis longtemps révolus. L'agriculture serait ainsi « une activité économique comme une autre », et tout ne serait qu'affaire d'investissement ! Selon les rédacteurs des diapositives de présentation du PMV, il suffirait d'injecter massivement du capital pour transformer une agriculture à faible valeur ajoutée en « une agriculture qui crée de l'emploi et de la valeur » (MAPM, 2008a, diapo n° 13). Or, affirmer cela revient tout simplement à faire table rase des enseignements majeurs de l'expérience aussi bien internationale que nationale (et des recherches qui n'ont cessé de les accompagner), laquelle n'a cessé de s'inscrire en faux contre

une telle allégation et aboutit aujourd'hui à mettre en avant la thèse de la « multifonctionnalité » de l'agriculture, précisément pour témoigner de la diversité de ses « rôles » et de sa spécificité multidimensionnelle.

L'objection quant à l'investissement et à ses capacités n'est guère difficile. Si l'investissement est évidemment un facteur nécessaire, il est loin d'être suffisant pour promouvoir un véritable développement du secteur, tant il s'est révélé patent que des dimensions liées au cadre politique et institutionnel et à l'organisation sociale, entre autres, sont encore plus déterminantes. D'ailleurs, en s'en tenant seulement à l'expérience marocaine – et à la politique agricole qui l'a le plus durablement marquée – on peut se demander ce qu'a été la « politique des barrages » si ce n'est d'abord une politique d'investissements massifs et de paris démesurés sur les mérites de la modernisation « technique ». L'état des lieux de l'agriculture marocaine que le PMV dresse lui-même dans les années 2000 n'est-il pas en soi l'aveu de l'échec d'une telle orientation et d'un tel pari ?

Le débat sur le caractère familial et spécifique de l'agriculture, dans les pays en développement en particulier, mérite plus d'attention parce qu'il est autrement fondamental. Or, en la matière, les concepteurs du PMV font comme si leur « littérature » se limitait à celle de la Banque mondiale et de quelques doctrinaires néo-classiques (19), partisans de la généralisation accélérée du mode de production capitaliste à toutes les sphères de la production et la circulation des biens et services. Pourtant, « l'autre littérature » est également ancienne et abondante (de Kautsky à Malassis en passant par Schultz, Chayanov ou Pascon... (20)). Souvent, elle souligne non seulement la résilience de l'agriculture familiale, mais aussi son efficience, même si les formes et le contenu de cette résilience varient naturellement dans l'espace et le temps. En tout cas, la fusion entre l'économie du ménage et l'économie de l'exploitation, propre à l'agriculture familiale, continue de déterminer sa spécificité et justifier la nécessité de l'étudier en tant qu'entité en soi, et non au regard d'un quelconque modèle standard ou schéma d'évolution préétabli.

Dans un pays comme le Maroc, où l'agriculture reste pour l'essentiel de nature « familiale », les réalités corroborées par toutes les études accumulées depuis des décennies convergent pour considérer que l'agriculture n'est pas une activité économique comme les autres, ni même toujours principalement une activité « économique », mais plutôt un mode de vie où l'économique se mêle au social qui interfère avec le culturel, le religieux, le tout dans un pays qui reste avec de fortes attaches rurales. Et toute la difficulté est dans l'articulation entre ces différentes dimensions. Qu'il s'agisse du poids de l'aléa climatique et de son impact sur le comportement des paysans à l'égard de leur sécurité alimentaire (impossible à réduire à de simples calculs économiques de gains monétaires...), de l'absence d'un véritable marché foncier (conséquence des multiples archaïsmes des structures foncières) susceptible de rationaliser l'acte d'investissement et faciliter la mobilité du

(19) Au demeurant, même le discours de la Banque mondiale évolue devant l'évidence des faits. Par exemple, son rapport sur le développement dans le monde de 2008 (BM, 2008), consacré à l'agriculture, prend largement acte des réalités multifonctionnelles du secteur.

(20) Cf. entre autres : Mazoyer et Roudard, 1997 ; Baptista, 2001 ; Petit, 2006.

capital, ou encore de l'arbitrage entre les besoins «non marchands» de la famille et ceux «économiques» de l'unité de production qu'est l'exploitation, besoins forcément imbriqués les uns dans les autres du fait du caractère encore pleinement familial de l'écrasante majorité des exploitations agricoles du pays, et donc aux antipodes du modèle de la «grande ferme»... on voit bien qu'au regard de toutes ces réalités, on est face à des situations pour le moins «spécifiques», qui appellent un traitement adapté et non standard.

Très curieusement, le PMV ne semble pas connaître cette réalité béante de l'agriculture marocaine qu'est l'exploitation familiale. Pratiquement, l'exploitation y est perçue comme une entreprise et l'exploitant agricole comme un chef d'entreprise, un entrepreneur... Là encore, s'en tenir à ce niveau de perception des choses revient à méconnaître l'acquis de décennies de recherches au Maroc, en Méditerranée et dans le monde (21). C'est également s'interdire de comprendre les ressorts des comportements économiques qu'on cherche à susciter et, partant, se condamner à passer à côté du bon diagnostic et donc à se tromper de remèdes (22).

**La deuxième** orientation prolonge la première. C'est que l'approche techniciste se met en fait au service d'un «modèle de développement» qui n'est autre que celui de la «grande ferme», un modèle ultra-productiviste, fortement utilisateur d'engrais, de pesticides, gaspilleur d'eau et ne jurant que par les bienfaits de l'intensification, de la productivité et de la compétitivité. Ce modèle a pourtant fait son temps même dans les pays du Nord qui l'avaient adopté au cours de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, tant ses conséquences écologiques se sont révélées catastrophiques, et ses risques pour la santé humaine et animale tout à fait préoccupants (Fumey, 1997; Malassis, 2006; Neveu, 2005; Saporta, 2011). N'est-on donc pas capables de tirer les leçons des expériences des autres? Alors que partout il n'est plus question aujourd'hui que d'agriculture «raisonnée» et respectueuse de la nature, on peut légitimement se demander si l'on peut se permettre un modèle si destructeur des ressources naturelles dans un pays où précisément la dégradation de ces dernières apparaît déjà si inquiétante? A-t-on examiné, fut-ce sommairement, l'adéquation entre les objectifs de production arrêtés et l'état des ressources disponibles et à préserver (l'eau en particulier)? A-t-on réfléchi à un minimum de cohérence entre les besoins, notamment en eau, générés par les projections de production du PMV et ceux revendiqués par les mêmes projections des autres plans sectoriels (tourisme, industrie, eau potable)? Par ailleurs, a-t-on pensé un tant soit peu à l'articulation intersectorielle au niveau de l'emploi? Car avoir pour ambition d'accroître la productivité est évidemment nécessaire, mais l'incontournable question qui l'accompagne est la suivante: que faire de l'excédent de force de travail qui sera ainsi dégagé («libéré» de l'agriculture disait-on), en l'absence de relais suffisants dans l'industrie et les services? L'approche démo-économique nous apprend en la matière que les conséquences pourraient être lourdes,

(21) On peut citer, entre autres travaux: Pascon, 1970, 1977 et 1980; BCP, 1974; Benatya et Zagdouni, 1987; Zagdouni, 1990; Elloumi, 1997; MADRPM, 1999; Akesbi, 2001b. Voir aussi plusieurs communications présentées au colloque en hommage à Paul Pascon (ABZZ, 2007). A l'échelle de la Méditerranée, on peut citer les nombreux travaux réalisés et publiés dans le cadre du Réseau agricultures familiales comparées en Méditerranée (RAFAC), notamment: ACEFZ, 1997; RAFAC, 2000 et 2001.

(22) Sur le comportement et les choix de l'agriculteur familial au Maroc, cf. Benatya, 2008. Plus généralement, cf. Malassis, 2004, p. 408-410.

notamment dans les villes incapables d'intégrer correctement une telle population...

La troisième orientation concerne l'incroyable négligence de la si sensible question de la sécurité alimentaire du pays. En effet, alors que l'agriculture marocaine est plus que jamais confrontée aux défis de la libéralisation des échanges, s'il y a une question dans le PMV sur laquelle l'attente de tous était très forte, c'est bien celle de la sécurité alimentaire. Or, à la lecture de ce dernier, le constat est consternant : à part une ou deux banalités sur les 30 millions de consommateurs marocains qu'il faut bien nourrir avec un rapport prix/qualité convenable, il n'y a rien dans ce plan qui amorce une stratégie de sécurité alimentaire pour le pays (Akesbi, 2011). Au moment où, dans le sillage de la crise alimentaire mondiale déclenchée en 2007, la plupart des pays dans le monde remettent à l'ordre du jour l'impératif de sécurité, voire de souveraineté alimentaire, le PMV reste étrangement silencieux sur cette question capitale. Quelle vision adopter en la matière ? Quelles filières considérer comme étant stratégiques, et quelles autres ne le seraient pas ? Comment devrait évoluer la consommation intérieure, et quel niveau de production viser en conséquence ? Quel menu alimentaire, « suffisant, sain et nutritif » pour les Marocains, peut-on raisonnablement viser à l'horizon 2020, et quels moyens doit-on se donner pour l'atteindre ? Quelle part de la demande interne en produits de base couvrir par la production locale ? Pour quels produits et à partir de quel « seuil » de couverture « propre » des besoins peut-on s'estimer en « sécurité alimentaire » ? A quelles conditions économiques, financières et sociales, atteindre les objectifs arrêtés ? Le PMV ne se pose pas ces questions et ne leur apporte donc pas de réponse.

En tout cas et à tout le moins, en évitant soigneusement de rapprocher les prévisions d'évolution de la production de celles de la consommation, le PMV s'interdit les moyens d'une approche correcte de la question alimentaire dans le pays. En fait, on admet implicitement que, même si les projections de production se réalisent, le décalage avec les besoins de consommation interne restera tel que tout cela revient en réalité à programmer – sans le dire – l'insécurité alimentaire du pays.

Au total, on voit bien que ce qui fait fonction de nouvelle stratégie agricole du pays soulève plus de problèmes qu'elle n'en résout. Mal pensé et mal géré, le PMV fait des choix et conduit une politique qui comporte des risques et des périls redoutables pour l'agriculture marocaine et, au-delà, le monde rural. A une échelle de temps plus longue, on a bien vu que depuis que les institutions financières internationales et leurs experts élaborent des stratégies et mettent en œuvre des politiques pour le compte du Maroc, elles n'ont pas cessé de se tromper, et la situation a continué de se détériorer, notamment au niveau de la sécurité alimentaire du pays, de la préservation de ses ressources naturelles, des inégalités sociales et spatiales...

Nous sommes donc fondés, non guère sur la base de préjugés mais des enseignements d'une expérience longue et instructive, à nous demander s'il

est bien raisonnable de continuer sur la même voie. N'est-il pas temps de revenir à nos «fondamentaux» et nous poser les questions qui s'imposent?

### En guise de conclusion : qui sommes-nous et que voulons-nous ?

Une telle communication ne peut déboucher que sur de nouvelles interrogations, interrogations que je n'hésiterai pas à qualifier d'existentielles... Car ce sont les questions que nous devons aujourd'hui nous poser à nous-mêmes, nous qui avons à un moment de notre vie décidé de nous faire appeler pompeusement «chercheurs», et à ce titre puiser dans le budget de l'Etat nos moyens d'existence...

J'ai commencé cette communication en posant la question : où sont les chercheurs? Limitons-nous à celles et ceux qui sont là, et posons-nous cette double question : qui sommes-nous et que voulons-nous? Sommes-nous encore des chercheurs et en fonction de quels critères alors pouvons-nous continuer à nous qualifier comme tels? Voulons-nous rester chercheurs à plein temps ou déjà le sommes-nous seulement à temps partiel? L'attrait de «l'expertise» ou de «la consultation» n'a-t-il pas embrouillé nos choix, sensés être des choix de carrière et de vie? Qu'avons-nous fait et que faisons-nous encore? N'est-il pas temps pour chacun parmi nous de faire «l'état des lieux», de faire son propre «bilan d'étape», non guère pour le soumettre à une quelconque hiérarchie ou pour tel avancement de carrière, mais simplement «pour soi-même» et avec soi-même?

Qu'avons-nous appris de nos recherches? Qu'avons-nous accumulé à partir de nos travaux, en termes de savoirs, de connaissances sur les réalités de notre agriculture et de notre monde rural? Quelles recherches ont été conduites à partir de problématiques définies par nous-mêmes à partir de nos propres objectifs et de nos propres questionnements? Les réponses à toutes ces questions ne peuvent certes être totalement négatives, puisque même lorsque nous avons travaillé dans le cadre d'agendas étrangers, nous avons tout de même souvent travaillé sur des questions et sur un terrain qui sont les nôtres. Il reste que même lorsque nous sommes restés chercheurs, nous l'avons souvent été pour les autres... Beaucoup parmi nous sont certes restés des chercheurs, mais sans programme de recherche propre. Nous avons travaillé, mais nous n'avons pas accumulé comme nous aurions pu le faire, comme nous aurions voulu le faire, en tout cas en connaissances et en réponses liées aux problématiques identifiées par nous et pour nos pays...

Il ne s'agit pas de dénigrer ou de renier des relations de recherche avec des collègues et des partenaires qui ont parfois été fortes et mutuellement fructueuses. Il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain... Il reste que dans cette relation de recherche qui a souvent été la nôtre, celle qui s'établit entre des chercheurs du Nord et des chercheurs du Sud, nous sommes restés trop souvent sur un modèle, disons-le clairement et calmement, de type néocolonial. Comment qualifier autrement une relation conçue et

dominée de bout en bout par le Nord, même si elle n'est pas toujours à son avantage exclusif ? En l'occurrence, la « règle », nous la connaissons tous et elle s'énonce ainsi : parce que les financements viennent du Nord, les programmes de recherche sont définis au Nord, gérés à partir du Nord, exécutés en « sous-traitance » au Sud, puis rapatriés au Nord pour y être valorisés, ou « rentabilisés »...

Nous avons donc accepté de travailler dans un tel cadre et dans un tel rapport, certes parce que nos gouvernants n'ont jamais accordé à la recherche les moyens qu'elle nécessite et mérite, nous acculant nous, chercheurs, à aller nous procurer ailleurs de quoi nous occuper, mais nous savons aussi que là n'est pas toute l'explication... En tout cas, plus d'un demi-siècle après nos indépendances, pouvons-nous nous contenter d'une réponse en demi-teinte ? Car en définitive, l'autre double question, essentielle parce que toute tendue vers l'avenir, reste la suivante : comment capitaliser notre savoir et notre expérience au service de nos pays ? Et comment assurer notre relève pour pérenniser un potentiel de recherche si nécessaire au développement de notre monde rural ?

C'est dire que notre défi aujourd'hui est d'amener nos gouvernants à repenser leurs politiques de la recherche, une recherche qui arrête de faire la politique de ses moyens pour se donner les moyens de sa politique.

## Références

- ABAAB A., CAMPAGNE C., ELLOUMI M., FRAGATA A., ZAGDOUNI L. (ACEFZ, coord., 1997), *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée, enjeux et perspectives*, Réseau des agricultures familiales comparées (RAFAC), Options méditerranéennes, série B, n° 12, Centre des hautes études agronomiques méditerranéennes, Paris.
- AGOURRAM A. (1970), *les Investissements entrepris et projetés dans le cadre du développement agricole au Maroc : leur orientation et leurs problèmes*, thèse de doctorat d'Etat, Rabat.
- AKESBI N. (1985), « De la dépendance alimentaire à la dépendance financière, l'engrenage », *Afrique et développement, Revue du Codesria*, vol. X, n° 3, Dakar.
- AKESBI N. (1993), « Contribution des sciences sociales à la recherche et au développement agricole », communication au Colloque MARA, 1993, doc. ronéo, 9 juin 1993.
- AKESBI N. (2000), « La politique agricole, entre les contraintes de l'ajustement et l'impératif de sécurité alimentaire », revue *Critique économique*, n° 1, Rabat, premier trimestre.
- AKESBI A., JAÏDI L. (2001), « L'agriculture marocaine et les conditions d'une insertion réussie dans la mondialisation », communication lors de la session d'automne 2000 de l'Académie du Royaume du Maroc, consacrée à « La politique de l'eau et la sécurité alimentaire du Maroc à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle », Rabat, 20-22 novembre 2000, Publications de l'ARM, Rabat, 2001.
- AKESBI N. (2001a), « Les agriculteurs marocains, entre les contraintes de sous-développement et les exigences de la globalisation, quel avenir ? » in REGNAULT H., ROUX B. (sous la direction de), *Relations euro-méditerranéennes et libéralisation agricole*, ouvrage collectif, éd. l'Harmattan, Paris.



- AKESBI N. (2001b), « Les exploitations agricoles au Maroc: un diagnostic à la lumière du Recensement général agricole », *Critique économique*, n° 5, Rabat, printemps.
- AKESBI N. (2002), « L'agriculture marocaine: de l'ajustement structurel à la zone de libre-échange euro-méditerranéenne », in M. ELLOUMI (sous la direction de), *Mondialisation et sociétés rurales en Méditerranée*, ouvrage collectif, éd. IRMC-Karthala, Tunis-Paris.
- AKESBI N. (2005), *Evolution et perspectives de l'agriculture marocaine*, Rapport, groupe thématique « Croissance économique et développement humain », *50 ans de développement humain et perspectives 2025*, Cinquantenaire de l'indépendance du Royaume du Maroc, Rabat.
- AKESBI N., BENATYA D., ZAGDOUNI L. et ZOUGGARI A. (sous la direction de, ABZZ, 2007), *Devenir de la société rurale, développement économique et mobilisation sociale*, Actes du colloque en hommage à Paul Pascon, IAV Hassan II, Rabat.
- AKESBI N., BENATYA D. et EL AOUFI N. (ABE, 2008), *L'Agriculture marocaine à l'épreuve de la libéralisation*, éd. Economie critique, Rabat.
- AKESBI N. (2010), « L'agriculture marocaine est-elle apte au libre-échange ? » *Revue marocaine de sciences politique et sociale*, Centre de recherche et d'études en sciences sociales, n° 1, vol. II, automne-hiver 2010-2011, Rabat.
- AKESBI N. (2011), « La nouvelle stratégie agricole du Maroc annonce-t-elle l'insécurité alimentaire du pays ? », revue *Confluences Méditerranée*, n° 78: le Maroc: changements et faux-semblants, éd. l'Harmattan, Paris.
- AKESBI N. (2012), « Une nouvelle stratégie pour l'agriculture marocaine: le Plan Maroc Vert », *New Medit*, A Mediterranean Journal of Economics, Agriculture and Environment, Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, Mediterranean Agronomic Institute of Bari, vol. V, n° 4, décembre.
- ARDOINO J. (1989), « D'une ambiguïté propre à la recherche-action aux confusions entretenues par les pratiques d'intervention » in *Pratiques de formation/Analyses*, n° 18, (disponible sur: <http://www-ufr8.univ-paris8.fr/pfa/18presentation.html>).
- ARDOINO J. (1990), « Les postures (ou impostures) respectives du chercheur, de l'expert et du consultant » in Actes du colloque: « Les nouvelles formes de la recherche en éducation au regard d'une Europe en devenir », Alençon, 24-26 mai (texte disponible sur: [www.ariane.com](http://www.ariane.com)).
- ARIFI A., GUESSOUS F., DEBBAGH A. et EL-IDRISSI AMMARI A. (AGDE, 2001), « Acquis et perspectives de la recherche agricole nationale », communication lors de la session d'automne 2000 de l'Académie du Royaume du Maroc, consacrée à « La politique de l'eau et la sécurité alimentaire du Maroc à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle », Rabat, 20-22 novembre 2000, Publications de l'ARM, Rabat, 2001.
- Association des Economistes du Maroc (1994), *Bilan décennal du programme d'ajustement structurel et perspectives de l'économie marocaine*, Actes du colloque international de l'AEM, 1-3 octobre 1993, *Annales marocaines d'économie*, n° spécial, Rabat.
- Association des ingénieurs de la recherche agronomique (1980), Colloque sur la recherche agronomique au service de l'agriculture, doc. ronéo., Rabat, 21 janvier; voir également le compte-rendu des travaux de ce colloque ainsi qu'un entretien avec CASAS J. in EL FASSI N., « La recherche au service de l'agriculture ou de l'agriculteur ? » *Libération*, hebdomadaire, Casablanca, 8-14 février 1980.
- Association des ingénieurs de la recherche agronomique (1982), Colloque sur la sécurité



- alimentaire et recherches agronomiques, Rabat, 24-25 mai 1982.
- Association marocaine de l'agro-économie (1998), *l'Agriculture marocaine face à la mondialisation*, actes du séminaire organisé à Rabat, les 12-13 février 1998, publication Amaeco, Rabat, septembre.
- Association marocaine de l'agro-économie (2000), *la Mise à niveau de l'agriculture marocaine et le développement rural*, actes du séminaire organisé à Rabat les 6-7 mai 1999, publication Amaeco, Rabat, février.
- Association nationale pour la production, la protection et l'amélioration végétale (1987), *Perspectives nouvelles de la recherche agronomique*, doc. ronéo, Rabat, 20 février.
- ATIFY R., BOUABID Z. (2009), *Plan Maroc Vert: la nouvelle stratégie agricole du Maroc*, mémoire de 3<sup>e</sup> cycle en agro-économie, département des Sciences humaines, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Rabat.
- Banque mondiale (1995a), *Royaume du Maroc: mémorandum économique: vers une augmentation de la croissance et de l'emploi*, Rapport n° 14155-MOR, Washington, DC.
- Banque mondiale (1995b), *Royaume du Maroc: document de stratégie pour le secteur agricole*, Projet rapport n° 13421-MOR, 15 mai.
- Banque mondiale (1997), *Royaume du Maroc: stratégie de développement rural* (1997-2010), n° 16303-MOR, rapport en trois volumes, rapport principal, Washington DC, 28 mars.
- Banque mondiale (2008), *Rapport sur le développement dans le monde, 2008*, Washington DC.
- BAPTISTA F.O. (2001), « Les chemins de l'agriculture familiale » in Réseau agricultures familiales comparées en Méditerranée (RAFAC, 2001), *Milieu rural, agriculture familiale: itinéraires méditerranéens*, ouvrage collectif, Ciheam-IAM, Montpellier.
- BELAL A., AGOURRAM A. (1973), « Les problèmes posés par la politique agricole dans une économie dualiste », *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 122, Rabat.
- BENATYA D. (2008), « Les zones grises du Maroc vert », *Economia*, revue du CESEM, Rabat, n° 3, juin 2008.
- BENATYA D., ZAGDOUNI L. (1987), « Les exploitations familiales en situation aléatoire ». communication présentée au colloque international, « Le devenir de la société rurale au Maroc » organisé en hommage à Paul Pascon, 26-28 novembre 1986, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Rabat, *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 159-160, 1987.
- BOUDERBALA N., CHRAÏBI M., PASCON P. (1974), « La question agraire », *Bulletin économique et social du Maroc*, Documents, n° triple 123-125, Rabat, août.
- DOMECQ J.P. (2003), « Les enjeux de la libéralisation agricole au Maghreb » in REGNAULT H. (dir.). *Intégration euro-méditerranéenne et stratégies économiques*, éd. l'Harmattan, Paris.
- DRIOUCHI A. (1993), *Recherches socio-économiques et développement agricole et rural*, communication au Colloque MARA, 1993, doc. ronéo, 9 juin 1993.
- EL FASSI S. (2010), « Les cabinets de conseil font-ils les stratégies de l'Etat ? », *Economia*, revue du CESEM, Rabat, n° 8, février 2010.
- ELLOUMI M. (1977), « L'agriculture familiale méditerranéenne: permanence et diversité avec références particulières aux pays du Maghreb » in RAFAC, *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée, enjeux et perspectives*, Options méditerranéennes, série B, n° 12, CIHEAM-IAM, Montpellier.
- FAY G. (1976), « Les conditions d'un véritable développement rural », *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 131-132, Rabat.
- FUMEX G. (1997), *L'Agriculture dans la nouvelle économie mondiale*, coll. Major, éd. PUF, Paris.

- GUESSOUS F. (2001), *Recherche scientifique et technique et monde économique: cas de l'agriculture*, rencontre nationale sur la recherche scientifique et développement, Rabat, 13-14 avril 2001, doc. ronéo, 13 pages.
- HAFIANE M. (2002), « La relation entre la recherche agronomique et le modèle agricole marocain », *Al Ayam*, hebdomadaire, Casablanca, 12-18 avril 2002.
- Haut Commissariat au Plan (2007), *Prospective Maroc 2030: quelle agriculture pour le Maroc?* Rabat, juillet 2007.
- KHETTOUCH M. (1989), « La recherche agronomique: un secteur hautement stratégique », article paru en deux parties, *la Vie économique*, hebdomadaire, Casablanca, 10 et 24 novembre.
- LEVAU R. (1976), *le Fellah marocain, défenseur du trône*, Editions de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- MALASSIS L. (2004), *l'Épopée inachevée des paysans du monde*, éd. Fayard, Paris.
- MALASSIS L. (2006), *Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, si...*, éd. CIRAD-INRA, Paris.
- MAZOYER M., ROUDART L. (1997), *Histoires des agricultures du monde*, éd. du Seuil, Paris.
- Ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire (1993), *Journées sur la recherche dans le développement agricole et rural*, doc. ronéo, Rabat, 8-9 juin.
- Ministère de l'Agriculture et de la Mise en valeur agricole (1994), *Journée d'étude sur la formation, la recherche et les études en économie agricole et rurale*, doc. ronéo, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Rabat, 29 novembre.
- Ministère de l'Agriculture et de la Mise en valeur agricole (1997), *Note d'observations sur la version provisoire du Rapport de la Banque mondiale sur la stratégie de développement rural au Maroc*, doc. ronéo, 28 pages, Rabat.
- Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Pêches maritimes (2000), *la Recherche agricole*, Actes des Assises nationales sur la recherche agricole (Rabat, mars 2000), in Colloque national de l'agriculture et du développement rural, Rabat, 19-20 juillet 2000, doc. ronéo, 115 pages.
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime (2008a), *Plan Maroc Vert: premières perspectives sur la stratégie agricole*, présentation du ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime, Salon international de l'agriculture de Meknès, 22 avril 2008 (18 diapositives).
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime (2008b), *Plan Maroc Vert: stratégie de développement intégré de l'agriculture au Maroc*, doc. PPT, 14 avril 2008 (version en 28 diapositives).
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime et Agence pour le développement agricole (2010), « Le Plan Maroc Vert: stratégie et mise en œuvre », Conférence de HAJJAJI M., DG de l'ADA, Rabat, octobre 2010.
- Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (2010), *Etat de l'Environnement du Maroc*, Rabat ([www.minenv.gov.ma](http://www.minenv.gov.ma)).
- MOUSSAOUI M. (1993), « La socio-économie en aridoculture: du transfert de technologie à l'innovation institutionnelle », communication au Colloque MARA, 1993, doc. ronéo, 9 juin 1993.
- NACIRI M. (2011), « De l'usage problématique d'un concept ambigu: la gouvernance est-elle une mystification? » *Critique économique*, n° 27, Rabat, hiver-printemps.
- NARGISSE H. (2005), « Les écosystèmes agricoles et pastoraux: état des lieux et voies d'évolution », *50 ans de développement humain et perspectives 2025*, cinquantenaire de l'indépendance du Royaume du Maroc, Rabat.

- NEVEU A. (2005), *les Grandes heures de l'agriculture mondiale*, éd. l'Harmattan, Paris.
- OSMONT A., « Gouvernance ou gouvernement local, concepts et illustration du Sud », LTMU-GEMDEV, Paris, colloque « Les villes du Sud entre gouvernance locale et mondialisation », Toulouse, mars 2001 (cité par Naciri, 2011, p. 15).
- PASCON P. (1971), « La formation de la société marocaine », *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 120-121, Rabat.
- PASCON P. (1977), *le Haouz de Marrakech*, Les éditions nationales et internationales, Tanger (2 tomes).
- PASCON P. (1980), *Etudes rurales*, SMER, Rabat.
- PETIT M. (2006), « L'exploitation agricole familiale : leçons actuelles de débats anciens » in *Cahiers Agriculture*, volume 15, n° 6, 486-490, novembre-décembre.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (1991). *Rapport mondial sur le développement humain 1991*, éd. Economica, Paris.
- Réseau agricultures familiales comparées en Méditerranée (2000), *Agricultures familiales et développement rural en Méditerranée*, ouvrage collectif, éd. Karthala-Ciheam, Paris.
- Réseau agricultures familiales comparées en Méditerranée (2001), *Milieu rural, agriculture familiale : itinéraires Méditerranéens*, Mélanges offerts à Pierre Campagne par le RAFAC, ouvrage collectif, Ciheam- IAM, Montpellier.
- SAGHI O. (2013), « Soyez polis, dites « gouvernance », *Telquel*, hebdomadaire, Casablanca, n° 596, 29 novembre.
- SAPORTA I. (2011), *le Livre noir de l'agriculture*, éd. Fayard, Paris.
- ZAAMOUN M. (1973), Rapport « Zaamoun » (1973), communication faite le 27 juin 1973 devant les cadres du MARA (extraits), in *la Question agraire au Maroc 2*, BESM, n° 133-134, Rabat, 1977.
- ZAGDOUNI L. (1990), « Les performances de l'agriculture familiale : critères d'évaluation et conditions d'amélioration », communication présentée à l'atelier-séminaire : « L'agriculture familiale est-elle performante ? » RAFAC, 24-27 novembre 1990, le Caire.
- ZAGDOUNI L. (2000), « Le système de recherche agricole au Maroc : éléments de diagnostic », *Actes des Assises nationales sur la recherche agricole*, Rabat, mars 2000, colloque national de l'agriculture et du développement rural, MADRPM, juillet 2000.